Bruxelles à la ramasse sur le sida

ACTA, Fonds Mondial, accords de libres échanges avec l'Inde : Karel De Gucht et Luc Devigne irresponsables

- VIH/Sida - Accès aux ARV et aux soins - Actualité -

Act Up-Paris - 5 octobre 2010 - Trois événements majeurs pour l'accès à la santé impliquent l'Europe ces jours-ci. La fin des négociations de l'ACTA au Japon a été annoncée samedi dernier. En ce moment même se tient à New York la conférence de reconstitution du Fonds Mondial, à l'occasion de laquelle nous saurons de combien le Fonds disposera pour lutter contre les trois pandémies les plus meurtrières jusqu'en 2013. Mercredi, débute le dixième round de négociations des accords de libres échanges entre l'UE et l'Inde à Delhi. Ironiquement, la politique de l'Europe en matière de lutte contre le sida dans les pays en développement se joue en une seule semaine.

Samedi : l'Union européenne se félicite du "succès" des négociations de l'accord sur la contrefaçon ACTA au terme de la dernière session de négociations de Tokyo. Pour préserver ses A.O.C., l'Europe a sacrifié les malades des pays en développement qui seront privés de médicaments à bas prix (cf. notre communiqué de presse du dimanche 3 octobre 2010).

Lundi : Bruxelles annonce, au premier jour de la conférence de reconstitution du Fonds Mondial à New York, une augmentation de 10% de sa contribution au Fonds pour les trois prochaines années (soit 10 millions supplémentaires par an). On peut difficilement faire pire dans le ridicule alors qu'un financement correct du Fonds suppose un doublement des contributions.

Mercredi : le dixième round de négociations entre l'Inde et l'Union Européenne sur leurs accords de libres échanges doit s'ouvrir à New Delhi. Tout indique que cet accord risque également de compromettre la production et l'exportation de médicaments génériques à bas prix [1]. L'Inde restant le premier pays producteur de génériques à travers le monde.

La signature d'ACTA et des accords de libres échanges compromettra gravement les efforts entrepris depuis près de dix ans pour faire baisser le coût des médicaments. Sans cette baisse drastique des coûts permis par l'avènement des génériques indiens, jamais 5 millions de personnes atteintes du VIH à travers le monde n'auraient pu avoir accès aux traitements. Le Fonds Mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, principal bailleur de médicaments dans le monde, aura donc besoin de plus d'argent pour mettre plus de malades sous traitements si la production de génériques à bas prix est entravée. Alors qu'elle devrait plutôt augmenter significativement sa contribution au Fonds Mondial, l'Europe vient d'annoncer une indigente augmentation de 10% de la contribution européenne au Fonds Mondial (330 millions sur trois ans).

Nous exigeons un arrêt immédiat des accords de libres échanges Inde/Union Européenne, un arrêt de l'accord sur la contrefaçon ACTA. Nous exigeons de l'Europe qu'elle double sa contribution au Fonds Mondial pour les trois prochaines années. Nous appelons le Parlement Européen à s'opposer aux initiatives criminelles et irresponsables de la commission européenne, sous l'impulsion de Karel De Gucht [2] et de Luc Devigne [3].

Notes

[1] cf. la lettre des activistes indiens et nos derniers communiqués sur le sujet

[2] Commissaire européen en charge du commerce

[3] Direction générale du commerce. A entre autres mené les négociations de l'U.E. sur ACTA